ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE PREMIER MINISTRE
DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE
27 avril 1971

Monsieur le Président
Madame,
Messieurs les Députés.

Au lendemain de l'installation, par le Président Léopold Sédar SENGEIOR, du premier gouvernement issu de la dernière révision constitutionnelle, j'ai eu l'insigne honneur, en ma qualité de chef de ce gouvernement, de m'entretenir avec vous en ces lieux même, il y a maintenant de cela un peu plus d'un an.

J'étais venu alors me présenter à vous et vous présenter l'équipe d'hommes, de militants à qui le Chef de l'Etat avait dévolu la tâche d'appliquer la politique qu'il avait définie. J'étais venu pour vous adresser un message de bonne volonté vous assurer de notre dévouement à la cause nationale, de notre détermination à toujours aller de l'avant ; j'étais venu aussi prendre des résolutions avec vous et en vous quittant j'avais conscience d'avoir passé, avec le peuple sénégalais dont vous êtes les Représentants et avec le Chef de l'Etat, un contrat de fidélité et de dévouement à la cause du Développement national ; mon équipe et moi avons toute notre âme à remplir les clauses de ce contrat moral.

A vrai dire, dans mon action quotidienne, toute tendue vers ce but, j'ai bénéficié de l'irremplaçable soutien du Chef de l'Etat, des directives éclairées du Parti, du dévouement exemplaire des membres du gouvernement et de l'aide précieuse de l'Assemblée nationale.

C'est pourquoi, M. le Président, Madame, Messieurs les Députés, mon premier propos aujourd'hui sera de vous remercier. Dans la conduite des affaires de l'Etat, votre contribution a été déterminante.

Tout d'abord, vous avez soutenu l 'action du gouvernement en votant, avec célérité et parfois avec des remarques et amendements pertinents, tous les textes de lois qu'il vous a soumis ; vous avez ainsi enrichi considérablement l'arsenal juridique dont tout gouvernement a besoin pour promouvoir le développement économique et social du pays, organiser les pouvoirs publics, affirmer la personnalité de la Nation au dedans comme au dehors, maintenir l'ordre et la sécurité publics et enfin garantir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire.

Sans formellement créer les commissions d'enquêtes auxquelles vous avez parfaitement le droit de recourir pour contrôler l'action du gouvernement, vous ne vous êtes pas désintéressés de ce que nous entreprenons. D'abord par vote action au sein du parti, ensuite par votre présence effective, dans vos terroirs respectifs, à tout endroit, dans tout secteur où se joue le destin national.

Vous avez participé plus activement encore. Un certain nombre d'entre vous ont parcouru le pays pendant plusieurs jours, pour se rendre compte sur le terrain de l'exécution du Plan. Ils ont pu toucher du doigt le résultat des sacrifices que la Nation s'est imposés. Ils ont pu recueillir l'avis des populations et ont pu ainsi formuler des observations et suggestions dans un excellent rapport qu'ils ont bien voulu mettre à ma disposition.

De plus, quelques-uns d'entre vous ont participé à des conférences internationales hors du Sénégal. Aucun d'eux n'a manqué de me remettre, à son retour de mission, un rapport complet sur les débats auxquels il a pu participer. Chaque fois, je me suis fait un devoir de diffuser ces documents pami les membres de mon gouvernement directement intéressé par les problèmes soulevés.

Je dois souligner enfin que bon nombre d'entre vous prennent contact fréquemment et spontanément avec moi ou les autres membres du gouvernement pour nous apporter le fruit de leur expérience quotidienne nous fournir des enseignements puisés des profondeurs des couches sociales, et tout cela constitue un irremplaçable appui dans la difficile tâche qui est celle de l'Exécutif.

Je me résumerais en disant que je n'ai eu qu'à me féliciter de l'enrichissante collaboration entre l'Assemblée et le gouvernement.

Un an, c'est peut-être trop peu pour faire un bilan. C'est peut-être un laps de temps trop court pour vérifier si les promesses que j'ai faites ici, en mars de l'année dernière, ont été tenues. En tout état de cause, je vous dois de vous rendre compte de l'action du gouvernement dans les secteurs que nous avons évoqués ensemble. Et je crois que, c'est avec une fierté sans mélange que le Sénégal peut faire le bilan de ses performances pendant l'année écoulée. Ces performances ont pourtant été réalisées dans des conditions exceptionnellement difficiles, sur lesquelles il n'est pas besoin de revenir.

Réaliser des progrès dans un tel contexte est l'apanage des grands peuples, courageux et bien conduits. Le peuple sénégalais en est un.

Le Chef de l'Etat l'a suffisamment prouvé~ dans son message à la Nation à l'occasion des fêtes anniversaires de notre indépendance et dans son discours devant le Conseil Economique et Social. Quant à moi, il me reste à vous rende compte de l'activité gouvernementale, dans le cadre des grandes orientations définies par le président de la République, dans les secteurs de l'Administration générale, étendue au sens large, de la politique économique et financière, de la politique sociale et de l'éducation, sans oublier la politique étrangère.

Nous avons fait ici la promesse de continuer et d'approfondir une tâche qui pour nous doit être une tache permanente. Elle consiste en la dynamisation, l'animation et la rationalisation de notre administration afin de la rendre plus

fonctionnelle, plus adaptée aux nécessités de l'action de développement dont elle doit constituer le soubassement et l'instrument privilégié,

Tout d'abord, les questions relatives à l'animation des administrations publiques sont réglées par un décret du 6 octobre I970. Ce texte a notamment réformé la structure du Comité national d'animation des administrations publiques. Il est utile de rappeler que le rôle de ce Comité est de provoquer chez les agents de l'Etat, à quelque niveau qu'ils se situent un éveil de conscience, de leur inculquer, par le dialogue et la persuasion, le sens des responsabilités, de l'intérêt général, pour qu'à tout moment ils se rendent compte du fait que chacun d'entre eux et tous ensemble, constituent un rouage important dans la conduite des affaires de la Nation.

Ce Comité doit aussi être le lieu où s'élaborent les directives concernant l'information, la formation permanente et le recyclage des agents de l'Etat. Son action conduite, sous mon contrôle permanent, par le Secrétaire général du gouvernement doit avoir son impact direct dans tous les départements ministériels où des structures analogues doivent être créées. Des instructions précises seront données dans ce sens.

Dès après l'adoption par le peuple sénégalais de la révision constitutionnelle de février de l'année dernière, qui a consacré dans notre pays l'installation d'un régime présidentiel déconcentré, le président de la République a pensé très justement que la déconcentration devait se poursuive au sein de notre administration où elle constitue un facteur de dynamisation et un ferment de progrès.

Les instructions très claires qu'il a données dans ce domaine, ont été traduites dans un décret du 30 novembre I970 (n°70-1306). Au terme de ce décret, les directeurs et chefs de services, doivent immédiatement bénéficier de pouvoirs étendus et largement nouveaux en matière de gestion du personnel et du matériel.

L"importance et le contenu de ces compétences seront précisés, pour chaque directeur et chef de service dans des décrets de délégation spécifiques au département dont ils relèvent. Bon nombre de ces décrets qui concernent des secteurs essentiels, ont été pris ou sont en voie de publication.

Toutefois, dans le sens de la recherche d'une plus grande efficacité de notre administration, il nous a paru nécessaire de revoir les textes régissant les fonctionnaires de l'Etat. C'est ainsi que des modifications ont été apportées à la loi 6I-23 du I5 juin I9I, portant statut général de la Fonction publique. Certaines de ces modifications ont fit l'objet de projets de lois déjà sanctionnés par votre vote favorable. Nous avons voulu en tout premier lieu, mettre un terme à la trop grande mobilité des fonctionnaires, en règlementant les procédures de détachement, de mise en disponibilité et de l'état de stagiaire.

En ce qui concerne le détachement surtout, il s'est agi de prendre des mesures restrictives, tendant à permettre à l'administration de ne pas se séparer de manière trop durable, de ses meilleurs éléments lesquels résistent souvent mal à l'appel perfide de situations plus alléchantes. Si nous ne sommes pas opposés à l'amélioration de situation, fondée sur la valeur individuelle, nous n'en gardons pas mois dans l'esprit, le principe de la continuité des services publics, qui risque de demeurer un vain mot si la Fonction publique se vide progressivement de ses cadres les plus valables.

Bien entendu, certaines fonctions telles que les fonctions gouvernementales, électives et représentatives ne seront pas touchées par ces mesures. Nous avons voulu également rationaliser le système des sanctions dans le sens d'une déconcentration, ceci étant du reste qu'une conséquence du renforcement du pouvoir des directeurs et chefs de services.

Nous avons voulu assurer encore plus le fonctionnement continu et régulier de l'Administration en règlementant le droit de grève dans les services publics, comme nous l'avons fait dans le secteur privé.

La fonction publique à vrai dire est un ensemble complexe, une réalité mouvante où il existe une interconnection très étroite entre les secteurs et les problèmes. Toute décision qui y est prise doit être pensée en fonction de l'ensemble et ses composantes, pour éviter ou limiter au strict minimum les conséquences d'une fâcheuse réaction en chaine. Il faut en tout cas, mettre en évidence les deux éléments essentiels qui lui donnent corps : les services publics et les hommes qui les animent.

C'est à ces hommes que s'adresse l'harmonisation des statuts de la Fonction Publique dont je vous ai entretenu l'année dernière. En fait, de quoi s'agit-il ? En réalité, cette question fort complexe, réponde à un souci d'équité et de justice.

'ann~e devi~re. En fit de quoi
s'agit-il ?
En
~alit~ cette questicn
fort complexe, r~pond ~
un souci d'~quit~ et de justice.
Face ~ la
prolif~ration dcs
~coles de formation et ~ la
hausse du
niveau intellectuel des
candidats ~ des erplois ~ la
Fonction publique, la
n~cessit
s'est fait seti d'adapter les don~cs anciemzes - faitcs
d'improvisations g~~matrices d'injustices - aaux

exigences
nouvelles.
En
ce sens u
projet de
d~cret est en curs d'examen qui tcnd ~ la
prise en cosid~maticn
de ces don~es, en pr~voyant des modifications au d~cret portant
classement indiciire des magistxuts, du personnel ilitaire
et civil des adzinistatins.
. .. / ...
- IO-
•
Il aura fallu, auparavant
proposer u syst~me de classement ationel, juste et ~quitable
des ~coles et des niveaux de formation. C'est l'objet d'u
d~cret actuellemet a
l'~tude. Ce d~cvet est le fruit du travail
men~ depuis plusieus mois pa une commission aticnale
cr~~e par arvet~ pr~sidentiel. Sa mise au point est particuli~re-
met difficile, en raison des diverses observations qu'il a
provoqu~es et que le Gouvemement va examiner objectivement
dans l'esprit de justice et d'~quit~ que j'ai affirm~ tout ~ l'heure.
Ce sot, ces deux textes qui r~aliserot ce qu'il est convenu
d'appeler !l'harmonisation des statuts de la Fonction publique".
Nous avos dit animation,
dynamisation, mcis aussi rationalisation. Cette demi~re tache
a ~t~ l'oeuvre du Bureau d'Organisation et ~thcde a qui il me
plat de endre ici u hommage m~rit~ pour le remaxquable
travail qu'il a fit et qu'il continue de faire au sein de notre
Acdministration, sous l'impulsion directe du Pr~sident de la
R~publique. Le B O M a d~ja etreris l'~tude de la plupart des
d~partements ministriels ainsi que de certains ~tablissements
publics. En ce qui conceme les d~partements minist~riels,
sur ses conclusions u certain nombre de ~crets ont d~j~ ~t
pris pour leur v~organisation.
En outre le 3 OM a entrepris
l'~tude de la r~fore de l'Administration r~gional e et locale.
- II-
Il viet de soumeltve u imuporlaut docuent
ax Gcuveement
sur ce sujet, avec des conclusions d~taill~es, comportant la
description de la situation actuelle, avec ses faiblesses et
ses d~fauts, des propositions de ~fore qui se proposent
de
faire de note administration r~gionale et locale, ue
administration efficace, resposable, tour~e
vers le d~rel0p-
pemet et int~grant la participation des populations.

J'ai d~sign~ u groube de
travail qui se peche en ce moment m~me sur ces conclusions,
'attention que nous avons
port~e ~
note Administration ne s'est pas limit~e aux services
administatifs 'stwicto-sensu! ; elle c'est ~tendue ~
l'important
domaine des ~tablissements publics qui sot un puissant moyen
'action des pouvois publics. La situation des Etablissements
publics a fait r~cemment l'objet de plusieus examens tr~s
approfondis, de la part du Gouvcmeent - ~
l'occasion
mnotammet de deux Coseils interiist~riels tenus le 4 mai
1970 et le 8 f~vrier I97I.
Des d~cisions impcrtantes
ont ~t~ prises au
cours de ces r~unions : elles concement,
par exemple, divers assouplissemets qui seont prcchainement
int;oduits dans note
v~glementation relative ~
la tutelle et
au contrtle des Etablissemcents publics et qui seront fonction
... / ...
.,.
-
,:# -
1
j I
de la occatio commerciale plus accetu~e de certains de ces
tablissemeats et de leurs r~sultats financiers, au ccurs des
deniers exercices.
De mme, la
cr~ation d'ue
Commission de v~vrification des Comptes des Entreprises
publiqucs, ~tritement axticul~e la
Cour Supre me, a ~t~
d~cid~e, en vue de statue sur la
situation des comptables de
ces ~tablissements et de mi~ux coodoex les divers contrties,
de nature tecziq:e et ~ccnomique, auxquels les Eiablisseents
publics sot suzis.
Au seplus, le Gcwvee-
met n'a pas h~sit~, soit ~ mettre e liquidaticn plausieuxs
organismes, dct il a consid~r~ qu'is ne x~bondaiet plus -
du moins sous leux foe initiale - aux objectifs pours:ivis :
tel est le cas du Comptoir d'Exportation au Poisson cu, du
SE!A de ouN el - soit, moins adicaleet, ~ s'iete
vers we modificaticz de structure de tel autre ~tablisscmet,
ainsi la TC, pour assurer le foctionnerent plus ~ccoique

de cet important service public.
D'autres questions
~galement importantes snt en cours d'~tude : l s'agit
notamrent de mettre en oeuvre les ojectifs, fix~s par
M. le Pr~sident de la ~publiquc, de "d~fnctionaisation"
...
/ ...
- 1I 3 -
•
c'est-~-dive de simplification des apports entre les directions des
cganismes et les diff~ventes cat~gories de personnel en vue
d'ue
gestion plus dyamique de ces ~tablissements et en tout cas, mi€ux
adapt~e aux imp~ratifs de retabilit~ auxquels l'entreprise publique,
plus qu'aucune aautre, ne saurait se
soustaie.
Dans ces conditions, il est
evident que ces modifications, qui me sont pas seulement d'organi-
sation mais aussi de ccmportemets, demandent quelque d~lai,
d'autant que nous avons le souci de m~ager les transitions
n~cessaies.
Mais de mai~re plus g~n~vale,
il faut bien voir que l'organisation et le foctibnement satisfcisants
des Etablissemets publics - et sp~cialement, de ceux qui ant
le
caact~re industriel et commercial - exigent des adaptatics
peranentes.
Ces ~tablssements r~podet
en effet ~ ue double
logique :
- celle du Service public,
c'est-~--dire, celle
des services rendus ~ la
collectivit~, tute
enti~re, dans des conditions de tarifs, de fv~quece ou de qualit,
qui
sot contrl~es par l'Adinistation, pcvce que de tels sevices
... / ...
- I4 -
•
•
pays. Ces besois
justifient en cons~quence, les "suj~tions" impos~es tar les
Puvois publics ~ ces Etablissements.
correspcdet ~
des besois essentiels
du
- mais la
plutat de ces

deniers, sot ~galeent soumis
~ la
logique de l'e treprise
priv~e, pace que, comme elle, confront~s
~ la loi de la
concurrence ; ils doivet constamet echercher l'abaissemet
de leurs cots de revient, l'am~lioration de lewr productivit~
comme de la qualit~ des services rendus : le Prt de Dakar et
la R~gie des Cheins de Fer du S~n~gal, illustrent parfaite-
ment cette demi~e exigence.
Nulle part, et siguli~re-
ment damns
les pays industrialis~s ne telle conciliation a'est
ais~e : que l'on songe aux probl~mes bos~s par les compagnies
de transports wvbains, ferroviairesou c~iens, bur en
mesurer les multiples difficult~s.
Cette cewve de
emise
en ordre de l
'Administration des Etablissements publics,
s'est accopag~ d'un travail de contrle permanent que
l
'Isbection G~~ralc d'Etat a cccompli avec boheux ; valgr
ses effectifs r~duits, que nous nous efforcerons de refcrcex,
l'Inspection a v~vifi un grand nombre de services et d'~tablis-
sements publics. C'est le lieu de rappelerx que le travail de
... / ...
- I5 -
l'Ispcctin G~~male d'Etat n'est pas seulement orient~
vers la d~tectio des malversatios. L'Ispectin se veut u
coseiller privilgi~ des directeurs et chefs de services dans
la gestion du patvimcine de l'Etat et dans l'application de la
~glemetatic administrative et financi~re. Je dcis dire ici
qu'elle remplit ce le avec beaucoup de comp~tence.
A.sseoix une bone
administration, ationalis~e et dynamis~e est certes un pr~a-
lable pour a~fronter les taches du D~velcppemet ; il dit etre
•
acccmbag~ tax un aute pr~alable mo
moins d~terrizant:
la ix :
paix des cceus et des esprits ; la conscience des
citoyens que la taquillit~, la
s~curit et la salubrit
publiques sant ~ tout moment sauvegad~es ; qu'ils sot ef-
ficacement d~fedus contre les troubles du dedans et les zeces
du dehors ; que la justice alliant la s~r~it~ ~ la c~lit~ fait
r~gner cet esprit de justice, d'~quit~ et de bon ordre auquel
les s~n~galais sont tat

attach~s. Le Guvemneent 'a rien
~glig~ de tout ce.la.
Vous vus sowvenez
qu'aux mois de jamvier--f~vrier, ue campage de d~igremet
des pouvoirs publics, du Chef de 'Etat et de ses collaborateurs
s'~tait d~cleche qui, avait pour but, non pas de nous
~carter physiqucent des commandes de ce pays -le
... / ...
- I6 -
zombre ifie de leus auteurs 'y suffiwait pas - mais de
nous attcindre damns notve oral, de ncus tier
par le
i~courageent.
Cette campage de
d~nigremet 'ayant don~ aucun v~sultat, elle s'est brusque-
met transform~e en uue campaugne de violence, d
'incendies,
de destructions.
I ,,
Et puis come il fallait
s' attendre des groupuscules d'~tudiants t~lguid~s de
l'ext~rieur at tent~ de mettre en b~ril la
vie z~e de otre
Uiversit~.
Pendant tcus ces ~v~ne-
ments, graves en eux-m~mes, nos forces de l
'ordre ont
observ~ u excellent comporlement : sans cuaut~ i:utile ,
mais avec efficacit~ et promptitude, elles ct tcujours fcit
face
a
la situation, Elles sot [avenues ~
des r~sultats
remarquables, en d~mantelant tous les r~seaux d'action
subversive.
E ces moments graves
ob
il s'est cr~d ue situation d'instabilit latente la Justice
,
a fait son devoir comme il le fallait, vec sv~nit et
cl~rit~. Elle a utilis~ au maximum notre arsenal juridique
I
- I7-
qui d~scrmais ne laisse imp»:i anucu acte repr~hensble.
Je pofite de l'occasion
qui m'est ici offerte, pour d~claver de la mani~re la plus
soemelle que otre vigilance dans la sauvegarde de l'crdre
public ne se relchea en aucu moment et sous aucun pr~texte.
Que les citcyens

s~n~galais se assurent : ce ze sot pas les agitations d'e
infie minorit~ d'~tudiats paresseux, nouwris et action~s
par '~trange, de politiciens que minent les a6f .es de
l'ambition et qu'veugle la passion du pouvoir qui plogeront
la Nation das le chao.
Que les agitatewvs de
tous bods se d~topent : leurs activit~s crimielles serot
sas influence swr la solidi!~, la permanence des institutions
que le peuple s~n~galais s'est don~es et scr les hommes qs'il
s'est librement choiss.
En tout ~tat de cause, la femmet sera
de r~gle et force restera
~
la loi.
La
baix des cceurs et des
esprits a
~t~ sauvegard~e cussi par .otre Am~e.naticale qui,
dot~e d'un chef de tcut premier plan, etu.
d'off:cier s
de tr~s
grade
valeur , s'est hiss~e ~
la hauteur de toutes les
taches qui lui ct
t
assign~es. Vus vus expliquerez
... / ...
- I8 -
ais~ment ma discrticn suw ce pcizt; je me borerai
~ vouc
dire que par elle note Id~pedance aticnale, l'int~grit~
de notre Tevitciwe ant ~t&
solidement ganlies ct continuernt
de l'etre.
Pour uz pays sous-d~ve-
lopp~ les stuctures administratives les
icux
con~cues ze
beuvent &te qu'w oyen
~ la
disposition du
Gouveement
pour r~aliser la
tche majexre
du
d~veloppement. Le
Gouvememet qui s'est p~sent~
~ vous l'arn~e devi~re

m'a bas cubli~ ce piacipe, bien au cctraire. Come vous
le savez, nous nous comes bench~s d'cocd
cur le
sort
de
nos v~ritables pol~taires, ceux que le President SENGEO
cppelle avec amour les
'?
F' : les paysans, les pasteurs
et les becheurs. Das le domcine du D~vecppevent wrl,
a vai dire, le S~n~gal a conu de tr~s grndes difficult~s ;
c'est justement cette situation d~fvcable qui donne ~ nos
succ~s u lief tout paticulier. Je pense qu'il est superfl,
surtout ap~s le Conseil national de samcdi, de revenir sur
l'analyse de cs difficult~s dans le domaine agricole.
L'important est quue nous ayos d~cid~ de r~agir et de
r~agir tr~s vite.
- I9 -
j'analyse nous ayant
d~mot~ que des esures ugentes devaiert &te prises
bou ~viter que la situation, se d~grdant, nefinisse par
installer dans le pays des courants irreversibles, le
Gcuvenemet, conscient de la gravit~ du probl~me, s'est
atta ch~ ~ le ~sudv e au mieux. Ces meses se sot situ~es
swr deux plans : ~organisation des structures d'enccdre-
met; redone ccfiance aux paysans en r~paant les
domrages que la nature leur a caus~s.
La ~organisation des
structures d'eccdremet a fcit l'objet d'~tudes et de
discussions lcngues et apprfandies ; us lui avcs
ccnsacr~ deux Conseils interinist~icls et es
tavaux
d'un gvcupe d'experts etd huts foctimcires qui a sig~
pendent plusieus semaines. C'est vous dire que les
d~cisions auxquelles nous avans cbouti n'ont pas ~t~ prises
au has@rd ; on peut bri~veent ainsi les ~sumer:
- La vulgarisation
..
-.
agricole se esseti~llement confie
.
·.
la Directic des
Services agricoles qui appuiera son action sur le Centre
d'Expansion urale dot la stucture et le mcde d'action
estent maintenaus et qui recevra les moyes n~cessaires
pour faire face ~ sa mission.
. .. / ...
- 20 -

- L'action des Soc16t~s
d'intemnention - dont l'utillt~ n'est plus ~ d~montrcr -
sen dsoruis llmri'de dangs
le Sops et
dans l'espace ; leurs expieces wussies elles dcivent
se etirer pur laisscr aux services taditionels le sin
de continuer lactic.
- L'animation urbainc
comme uale, d~sormais attach~e cu Secretariat d'Eta
~ la Jeunesse et aux Sports, se consacrera davantage aux
jcunes uxaux ct wains pour les pr~parer ~ enter dans
le circuit de la production.
- Quant ~ la coop~ration
urale, sa v~foe est li~e ~ la r~orgauisction de l'ONCAD,
entreprise par la Socidt~ italienne 'Iialconsult'' dot
l'intervention dans note pays est finazc~e par un pret
consenti ~ notre pays, ~ des conditions extremement
favorables, paw la
Banque Internationale pour la Reconstruc-
ticn et le D~veloppemet (BIR D).
Cette r~femme vise deux
buts essentiels : elle tend d'ue part ~ assurer l'ONCAD
une gestion plus rationnclle, plus ~cunomique et dautre
part ~
restructurer la
coop~rative pour en fire un organis-
me autoncme, appartenant enti~rement aux coop~rteuxs.
- 2I-
La
gestion de l'ONCAD
~tant elle-meme sevis~e, par 'adoption des m~thodes moderes
de ccmptabilit, de gestion du personnel ei de planning,
l
'organisme dcit vevoir l'agencevent de ses d~vembremets
r~gionaux et djartementaux.
«
Les relations entre
i'ON
CAD et les coop~vrtives devrot &tre modifi~es dans
le sens d'une simplification. Il y aur lieu pour se fire,
d'adopter we m~thde de comptabilit~ efficace dans les
coop~vatives, de sp~cifie de ani~re tr~s ette les services
que dcivent vempli les coop~vatives elles-m~mes et ceux qui,
du fait de leux coplexit continuecnt e relever de l'assis-
tance de l'ON CA D; mais il
s'agira, dans l
'optique nouvelle
d'une assistance assuplie.
Bien etenadu, tout

•
cela sea aptuy~ txr ae action de foraticn :formation des agents de l'ON CA D, formation des g~ants des coop~ratives. Au bout du compte ous devons cbuti ~ la suppression des interventions ooreues ct d~svdon~es, difficile:et contclables, sources de gaspillage et de clversation. I'on doit en outre aboutir ~ we connaissance plus pr~cise de la situation, chuaue smaine de chaque coop~tive, disposer du compte individuel de chaque coop~rater.

. ..

/ ...

Voil~ Les grandes lignes des coclusics pour le moment dispailes e l '~tude de la vr~organisation de l'ON CA D et du syst~re cooprtif. Bien ctendu, ces conclusions, nous les tudions de mani~re apprcfondie pour y puiser les ~l~mets des d~cisions ult~rieures. Je pbuis vows assurer qu'en prenant ces d~cisios,nous serons gui~s par un seul souci : l'int~ret bien cpris du paysan.

Si j'ai insist~ si longueret sur la r~foe des structures du ode wal, c'est pace que je sais cobien ce sujet voes pr~cccupe ; combien vcus ~tes soucieux de tout ce qui touche le pysan et son milieu. 'ai encore pr~sentes ~ l'esprit les interventions tr~s pertinentes que quelqes uns de vos coll~gucs ont fites l'am~e demi~re sux ce sujet, dans les d~bats du Club 'Nation et D~veioppemet ". Ces interventions m'vaient beauccup ~confort~, en me~me temps qu'elles z'cvaient becuccup appris.

x¥

¢

3x

La ~fce des structures est une tche qui n~cessite des tudes dlicaies et quelquefcis tongues ; de plus, quelles que soient les d~cisicns prises, leurs cos~quences b~n~fiques ne beuvet etre im-~diates. Or la situcti c~ se tvouvait le monde ual au

... / ...

d~but de l'an~e dei~re, ncessitait des mesures urgentes et concr~tes. Le Chef de l 'Etat ayant pcfaitement compris cela a d~cid~ en favewr du mode ural, les mesures que vcu savez d~j~ et que je ne fevai que rappele tr~s bi~vement.

Tout d'abcrd, en 97C, le Gcuvemement a d~cid~ l'attribution aux producteurs d'arachides, d'we istoume exceptionele e I franc pa

kilo d'arachide commercialis~e cu apport~e en reboursemet.
E nee temps, il a dcid~ de subventine tw2s mctalerezt
l'engrais pour zcitei scn prix ~ 12 fs, ce qui rep:~sente
environ le tiers de son prix r~el ; il en e cute relev~ le prix
au producteur qui est pass~ de I frs en I969-70~ I9fs 40 e
I97C-7I dans le bssin arachidier et de I6 frs ~ .&frs 4C dans
les ~gions p~riph~riques.
L'on cvait fait le
maximum de ce qui ~tit possible, ccmpte teu des incerti-
tudes de la cojoctue internaticale. Le Gwveeet aurit
pu fournir d'excellentes isons de s'en teir l~. cis la
s~cheresse de I970a d~terrin~ cnccre le Chef de ZEtat a
alley encore plus loin dans so soutie ~ note pro!tariat
de la tere.
. .. / ...
- 24 -
C'est aisi qu'au cours de ce
mois, il a pris les importates et g~n~reuses d~cisions qui soul~vet
encore l'enthousiasme et l'approbation uaime du monde rural.
Ces d~cisions ob~tssent ~ la fois ~ u souci de justice sociale et ~
l'izzp~atif ~conomique de relance de la production arachidi~re,
·lance qui can&ti#ue
actvetamgnt notne objectif prioritaire.
Vous savez doc que pour la
procaine cmpage, il ser institu~ pour l'aachide un prix unique
national de 23 frs C le kilo avec paieent corpiznt de 22 frs ~ la
bascule et maintien de la
istoumne normale de 60 frs la tonne, la
reteee
anti-fraude ~tcnt d~somais ~gale ~ 0,5 frs le kilo, soit
5CC
fvs la tone.
Il a ~t~ d~cid~ d'amuler toutes
les dettes ~chues en avril 1970 ; ce qui constitue pour le Gouvernemet
une d~pense de 2 milliards de francs.
En oute, we ristoume
exceptionelle, puis~e dans nos propes resources et d'u motcnt
de I milliard 25C millions, sera distvibu~e aux producteurs
d'arachides ; cette ristoumne sea modul~e pour teir compte d'ne
part de l'effort de emboursemet consenti par les paysans qui ont
pay~ leurs dettes et d'autre pat, du degr~ de sinistre de c'ague
terroir ; car nul n'ignore qu'il est des endroits o~ la production
a ~t~ quasimet inexistate.
- 25 -
Je signalerais efin, en y insistant et
en le saluant l'aide pr~cieuse que le Fond Europ~en de D~veloppemet
nous a consentie, pour contribuer ~ nos efforts de xedreaement
de la prcduction arachidi~re.
l s'agit d'une aide de 2 milliards de

francs, destin~e ~ attribuer ue prime appel~e prime ~ l'ensemence-
ent. Cette prime, come son nom l'indigue est destin~e ~ inciter
les paysans ~
cultiver l'avachide, mais aussi les cultures vivri~es
copl~metaires. Nos discussions avec le FE D
sot en cours sur les
modalit~s de distribution de cette
prime.
Bien qu'~tat zotre pr~occupation
essentielle, l'aachide me costitue bas la seule activit~ en milieu
rural. Il
y a lieu de sigale en outre, que tous les brojets de
diversi-
fication pr~vus au troisi~me Plan cozceazt le iz, la
tomate et le
coton s 'ex~cutent zoralerent, sous ~serve du
pxojet de r~ajustement
approuv~ par le ti lors du Conseil zatioal de jamvier deiex et
qui va etre souis ~ votwe approbatio en juiz pxochain. Le denier
rapport du Ninistre du D~veloppemet rural en Conseil national a
do~ toutes les indications n~cessaires su ce sujet aussi bien que
as
les domaines de la peche, des eaux et forets, de l'~levage et de
l'hydraulique rurale.
Sur ce demnier pot, ajoutcns que le
probl~me de l'eau constitue ue de nos pr~occupations essetielles et
qu'un prochain Conseil inter:inistriel doit nous pemettre de predre
des ~cisions essentielles sux ce sujet, sur la base d'un tr~s
important docuet pr~par~ par u groupe de travail, sous
l
'~gide du Ninistre du D~veloppement industriel. Ainsi pourra etre
df~nie ts rapider:et ue politique d'am~nagements hydraulques
petits et moyens e attendant les grands barges du Fleuve
S~n~gal.
Le D~veloppement ual, tel que le
Plan l
'idique, costitue la priorit~ de nos priorit~s ; ce qui
justifie le long d~velobpevent que je li
ai consacr~ dans ce qui
pr~cde encore que ce d~veloppement est loin d'etre complet.
Mais, il ne nous fait bas oublier les aures secteurs de l
'~conoie
que sont le Tourisme et l'Idustrie. Ce sot l~ des secteurs que
marquent trois caact~vistigues essentielles :
- Ils sont ~ intervention priv~e domi-
nante car ils font appel ~ des techniques et ~ des m~thodes
d'interventions inadapt~es aux exigences d'int~et g~n~val des
services publics.
- Ils sont ~ haute rentabilit~ dans les

conditions normales d'exploitation et c'est l~ que se situe le
rle de l'Etat.
- Ils sot cv~ateurs d'emplois.
- Leurs effets iduits constituent
des propulseurs de l'ensemble de l'~coomie nationale.
Voil~ pourquoi l'Etat leur porte ue
attention particuli~re. Cette attention explique l'existence au
sein du Gouvemement d'u iist~re du D~veloppement industriel
et, aupr~s du Premier Ministrwe, d'une D~lgation g~n~rale au
/
- 27-
Tourism:e.
Dans ce dewier secteux tous les
espoirs nous sot peis. Il 'est pas ~cessaire, je crois de
vous d~cire dans le d~tail mos chances dans ce domaine. Il
nous reste ~ cr~er les infrastructures d'accueil.
C'est ainsi que des am~nageents
notables ont ~t~ ~ais~s dans le complexe otelier de N'Go7
dans le but dam~liorev son confort et sa capacit~ d'h~bergement.
Sur le plan des realisations nouvelles,
nous pouvos cffirer avec certitude que deux projeis de
gande evevgure vomt connatre u co:ecement d'ex~cuticn
dans les proclais mois. Il s'agit du 2° htel de N'Gor,
~tablissement de clcsse ~conomique de 20C chambres qui sex
r~alis~e par la ocit~ africaine Imobili~re et EOteli2re
dans laquelle le Gowveemet est actiozaire principal.
Le deuxi~me projet est !'Otel de
Z'Union, mis au point par la Socit propridtcire de !'Ote!
de l'Uion dans lquelle le Gouveeme:t est actiowaire
majoritaire.
+
Il s'agit dun
htcl de classe iteratinale de 250 chambres avec toutes les
installations distractives et ~cr~atives n~cessaires.
4
Le prujet de
village de vacances du Cap-Skirinig de CC lits fianc~ en
partie par un pret danois est assur~ d'un d~marage cvant la
fin de cette an~e.
la r~gin de
Thi~s, plus pr~cis~met a Nicing un village de vacances de
25C lits sera prochainemet ~difi~ par u gvoupe francc-
Dans
allemand qui se charge de son exploitaticn.
A ct de ces
prcjets, d'autes suivct leurs couxs, leurs prcmcteurs
donzcmt des garaties s~rieuses de Calisaticmn certaine;
je n'en citerai que lcs deux principxux : l'tel des Almdies
et Z'ctel du Cap-Vc:a.el.

Dckc est
certainement le centre d'accueil privil~gi~ du Turisme
s~n~galais, le lieu ~ parti duquel les touristes essaimerant
vers les zanes d'attraction touristique del'int~rieur du pays;
c'est pouwqui il nous tamatt indispensable d'oricter les
nouveaux investisseuxs vers les autres: rgicas pour la
r
i A
crcaon d'u
tourisme de circuit int~gr~, ausi diversifid
et diffrenci que le poet la diversit~ de mos r~gins.
Efin,
nous
ccntiucvos
~ porter ue attenton particuli~re aux questins
-
si impcrtantes pour le d~velcppemet du Tourisme - que
sot les pix de l'hotelleie et de la
restauratin, lesfacilitations
diverses, l'animation culturelle pour soutenir l'int~ret du
tourisme, les infrastructures d'acc~s etc...
Pour justifier
l'effort que nous consccrons au d~veloptemet industricl, il
me suffira de d~crire bri~vement sa vitalit.
- La
vcleur ajcute
de l'i:dustrie est pass~e de 29 milliards e I959 a 35 milliards
en I969 ; ctar~e au PI qui pedant i m2me b~ride cst
pass~e de 147 milliards ~ IS7 milliards, elle en vepr~sente
respectivcment I9,7 et 2I %. La progressic cyee est de
6,6 %.
- Le chiffre
d'affaire de lIdustie manufacturi~re a attcit pr~s de
70 milliards.
. .. / ...
- 30-
- L'indice g~nr
de la production industrielle a connu en I970 ue progression de
6%% lan, malgr~ nos difficult~s agricoles.
Voil~ pcuqui,
nous pensos, qu'il s'agit l~
d'u secteur qui m~rite toute acte
attention.
Nous
avons
contiu~ de faire appel aux inveslisseurs priv~s. Pur leur
assurer le maximum de etabilit~ et de s~curit~, nus entreprencns
en ce moment ue refcte de note Code des Ivestissements, c~
l'accent sera davantage mis sur les eplois cr~~s.

Sur le plan de
r~alisatins, avec l'apparition du
complexe agro-industriel de
icard-Toll, la
cr~ation des chantiers des r~pxatics aavales
ju:el~s ~ ue zone fvanche ~ l'~tudc, mus sores cetais que les
iavestissements industiels pr~vus cs le Se Pc: set largeme:t
d~pass~s et que le quatie Fla
vera des r~clisaiius baxtic.-
Zi~eret importantes.
Nus z'bliers,
bie so pas, de vous diwe que nos recherches zii~es et
p~trli~res se puursuivet et que nous avons mcitenant plus qu
des espirs.
. .. / ...
Nous souhaitons pouvoir, sous peu,
~taler
des
certitudes et nous jeter r~solumcent dans l'exploitation
de nouvelles richesses.
Nous 'oublios pas l'artisanat, qui
fait actuellemet l'cbjet d'~tudes s~rieuses et de
contacts fruc-
tueux
~ la ~over
~
tendant
et
lui assurer u d~veloppemet
~
la
mesure des catacit~s des homes s~n~glais.
~
Quant
l'int~gration de ncs nationaux
dans
le secteur industriel, elle se poursuit par lctivit~ de lc
SONEPI, la cr~aticon de la Caisse de Gaantie et de participation
ainsi que par des dispositions r~glementaies de remise en ode
qui leur sot lagerent favorables.
D'we fa~on g~~ale, cette question
de promotion des ctioaux, dans l'ensemble des secteuxs de
lctivit~ ~concique, estera au centre de zos pr~occupaticns.
Nous cotineons mos efforts, e concertatio avec les int~ress~s,
comme avec les hommes d'affires ~trangers d~j~ install~s chez
nous cu d~sivant y investir.
Il veste que cette politique, claireent
d~fiie par le Clef de l'tat, sea me~e cvec ~thode et clair-
voyance, sans d~cgogie - Avec l'et~e e foctioemet tr~s

prochaine de la Sci~t~ de Promotion cczeciale et du Fond de Garantie qui lui est acccl~, avec l'affiration plus nette du role de la SONE?I et du Fond de participation et de Garantie pour le d~veloppement industriel, de grands pas serot d~j faits - Que dire si on y ajoute la pxution prochaine d'u texte instituat l'autorisatio pr~lable pour un certain nombre de professions . ?
/
- 32 -
Le but de cette autorisation pr~alable est essentiellemet de favoiser l'accession prioritaive et s~lective de nos nationaux ~ ces professions.
¥
3x
¥
Les r~sultats b~n~fiques de cette activit~ ~conomique, appuy~s par me saine gestion fianci~ve, nous ont pemis de enforcer nos mcyes pour intervenir de mani~re efficace dans le secteur des infrastructures, le secteur social sans oublier l'important domine de
l
'Education.
Dans le domcine de l'infrastructure, je dois signaler l'intense activit~ du d~partcment des Tavaux publics, durant l'a~e I970, pour oter le pays d'une infrastructure cuti~re ad~quate et pour ex~cuter le plan d'wrbanisme auquel le Chef de l'Etat attache ane particuli~re importance.
Lc
oute du Di~ry (N'Diou-atcm), la route Digo-Fass-Boye, le pont d'Ibel -Salamata, les travaux d'~largisserent des rues et places de la
capitale sot les pricipaux r~sultats de cette cctivit.
Avec les nouvelles ~alisations routi~res, le Sn~gal poss~de aujourd'hui un r~secu de 2 5C routes bitum~es, 5 250km de pistes stabilises et ' 900 km de pistes saisoi~res class~es.
. . . / ...
- 33 -
M. le Pr~sident,
MN. Les D~put~s, dans ma d~claation de l'an~e demi~re, je vous avais dit que le Ministre de la Sant~ serait jug~ sur s catacit~ de mettre de l'ordre das le dispositif m~dico-sanitire du pays. Je puis vous assurer que les objectifs qui lui oat ~t~ assign~s sot en voie d'etre atteints et que nus powvans cvcir
r.
]
t,
:
coruce en 'ave,

Je lui demande
de poursuivre, avec le m&me courage, la mene fi et ue gcle
cop~tece la
tache d'am~liortion de l'infrastructure et de
l
'quipement saitire swr l'ensemble du Territoire zationcl, le
redresseent financier et la v~organisation des hpitcux, s2s
oublier 'approvisicement e m~dicarets. chant l'effort
fouri tax ses services pour mettwe sur pied dispositif
intelligent et efficcce de lautte cctre le cl~r, je lui de:ade
de e
pas relacher sa vigilance et de continuer cette action de
port~e profond~ment matiocle.
X
¥
x
... / ...
\
'
I
Toujcurs dans
le domaine sccial, la
politique de l'emploi a ~t~ lune de nos
pr~occupations majeures. C'est le lieu de donner ue pr~cision
su l'ampleur du
chomage : des ~tudes r~centes et approfondies
ot prov~ que le ombre de vis chmeurs ne
d~passent pas
I2 CCC
pour les r~gios du
Cap-Vert et du Fleuve S~n~gal:ceci nous
~lcige des chiffres fantaisistas que l'on ented parfois, Cependant,
otre effct pour cr~er des emplois nouveaux n'en est pas moins
bcursuivi,
La
s~n~galisation
des
emplois est entr~e dans sa phase concr~te. Lors de la
demni~re r~union du "Comit~ de Dialogue et d'Africanisation des
entreprises ", le principe d'une s~n~glisation imm~diate des
postes de la
I~re ~ la ~ cat~gorie a ~t~ acquis, ce qui repr~sente
pour l'ensemble du
pays 3 0O
emplois.
Nous ~tudions
en ce moment la s~n~galisation de la 5~ ~ la
7~ cat~gorie ; ce qui
repr~sente I 000

emplois suppl~mentaires pour l'ensemble du
pays. La s~n~galisation ~ elle seule, peut ouvrir aisi
5 COC erplois nouveaux. Mais c'est de l'expansion ~conomique,
surtout
du
d~veloppemet touristique et industriel, que nous
attendcns le plus grand nombre d'emplcis. J'ai
dit
plus haut ce
que
nwus avos entrepris dans ces deux secteurs. En outre,
un
gYupe de travail , que nous avos cr~ il
y a quelques mis,
.../ ...
- 25
•
viet de d~poser ses conclusions sur la promoticn de l'empli
z salarid.
Nous pensons
dcc etre en mesure, dans quelques semines, de renre
publiques u certain nombe de d~cisics sur cet important
probl~me =
qu'il nous suffise ici de signaler que le sccteu
commercial et le secteur agricole mcdere serot particuli~resent
cocem~s [ax ces
d~cisicns.
¥
x
3x
Tous ces
travailleurs qui arivent
sur le arch~, qui curt
des
revenus demanderot - et c'est l~gitime - ~ b~~ficier 'c
logement d~cent. C'est pc:qui, nous pursuivons cctivc:et
les pr~visins du
Plan
e mati~re de lcgerent. Voici
quclques
chiffres qui peuvent nous assurer dans cc dcie.
A: 2C ji
am~e,
I97C :
la
SICA Pa ~alis~,
au titre de
la me
contingent de 50C logements, tadis que l'OE! L en

ralisait
2C et lTtenational Builders de la tte d'Cie 202. Ds le
programme en couxs cu ~ venir, nots les alisctiens de
... / ...
J'OH L M portant sur 68C logements a
Ouagou Niayes auxquels
s
'ajouterot I6 sous
peu, dans le meme lotissemet. L'appel
dcffres de la dcuxi~me tranche de Ouagou-Niayes portat su
I COO logements est en pr~paratio.
L'OE L MN
vient d'achever les III lcgements du quartier Boudcdy a Ziguincho
que j'auri le plaisir d'inaugurer la semaine pochine.
Un apel d'offres
est gale:ent lac~ pour IS logemets ~ Saint-Louis et
&
logemends
a
de standing
Kaolck.
L SICA F, dot
le rayon d'action se limite au Cap-Vert a programme de
2200 logements dans les lotissements Mermcz
dot
la premi~re
tranche
de 700
est en cours.
Des initiatives
ot ~t~ prises pour acc~l~rer encore le ythme de construction de
logements, afin de d~passer les pr~visions du Flan dans ce
secteur.
¢
X
x
Dans ie
domaine de l'Enseignemet, je pense qu'il 'cst pas bescin de
lags d~veloppements, pb :r d~monter 'excepticzel efft que
s
'impose le S~n~gal dans ce secteur. Dans
la
loi de Fices
... / ...
-e7_
qui vous est soumise, le de
·» es
t
~penses consacr~es

~
l'Educatic sct
de l'crdre de 28
%%
de
mos
d~penses totales ; au rome mcrct Les
d~penses militaires ne epr~sentent que "2 9,
En tout ~tat
de ccuse nous poursuivans activement l'~tule de la
r~fore de
notre enseigemet dcnt la
directive essentielle est la formation
de l'home bur les esoins de son milieu et compte tenu de
l
'~vclwtion des ides et des chcses
~
l'~chelle de la la~te.
ans
cette r~fome,
l
'eseigement teclique, professicncl et
pr~professioel aura une place de plus en plus importante.
L'Uiversit~
de Dakar, qucnt
a
elle, est et sera de plus en plus
l
'instrument
privil~gi~ de la formation de
nos
cadres ; elle sera autcmt
emvacin~e dans nos r~alit~s et le trefond de note culture
qu
'ouverte aux apports du dehors
et continuer
~ se sit:er ~ u
niveau international. Elle est d~somais dot~e d' cc?s pxfes-
soral s~n~glais et continue
~ b~n~ficier d'ue assistance teckig:e
de
haut niveau essentiellement fan~cise,
Rssurez-vus,
elle e sea tas livr~e cux irrespomscbles ct aux ~gr~s ; ell
sera ouverte ~ tcus
ceux gui veulet l'utiliser pour se
fer.
Ceux qui veulent
en faire

ue tribe
politigc pc:ur leus mattes
de l'~tranger c sent ~ligs ~
jamis.
. .. / ...
J
- ?8_
Suciauil
.
-
arrive
nous pursuivros nos efforts d'~ducation et d'enccdrenct
de l jeunesse;
~ ce sujct nous entreprenons u important
travail de ~organisation des movements de jeunesse ; cette
jeuzesse dit trover des motivations s~rieuses, des occupations
scies. Notre sport atical cn pleine extansicn costit:e l'ue
de ses motivations .
Notre
pclitique
culturelle s'approfondit de jcur en jour; note pr~sence dans les
ccf~rences culturclles, inteationales se fit emarque ct
je
pense pouvoir dire que le S~gal est devenu v~ritablement le
pborte-drapeau de
la N~gritude.
Comme
l'
encore
~loquemet
d~ant~ le r~cent collogue sur la n~grituc.
Nous
cotiuerons
~ enforcer
ncs instruments de d~veloppemet clturel :
l'Ecole
des Ats, la Manufacture nationale des Tapisseries et les Nus~es
notamment b~~fioiewoet d'un soutien
plus ctif et
vigilant du
Chef
de 'Etat
et de son Gcuvenement.
Los u reaie-
rent rinist~riel du I4 d~cerbre I970, j'avais d~fii la ta&he
assign~e
. ~
l'Ifmaticn. Le inistre qui e
est charyg,

est le prte parole du Gveremet ; il est ainsi le lie
rivil~pi~ entre le Gveremet et l'enseble des citcycs ;
il est ~galemet le lien cntre le Sn~gal
et le reste du rcde;
... / ...
r
- 9-
il doit ~galement assurer la d~fense de l'Eta!
e
·au
cote ses d~tac-
teurs du dedas et du dehors ; cette politigue, men~e cvec
boheux, sea
pourswivie.
J'ai fait
~ note
allusion plus hcut
saine gestion finaci~ve. Je
tics a
dire ici que la politigue de rigueur budg~taire, de lutte contre la
fvaude douai~re et fiscale, de echerche permanente pour
lac-
croissemet des zoyens financiers de l
'tat, politique appliqu~e
vec succ~s jusqu'ici, sera poursuivie vigoureusement et que
de nouvelles initiatives sercnt prises pour permettre
~ l'Etat
de faire face de ieux en mieux cux n~cessit~s imposes pr
l
'ex~cution covecte de notre Plan de D~veloppemet.
Sur le plan
diplomatique, lc
v~ussite de otre politique a ~t~ suffis amrent
attest~e par le succ~s des visites des tois Chefs d'Etat que
note pays a re~us en f~vier et mars deniers, comme tar les
fructueux voyages officiels du Pr~sident de la R~publique en
Belgique, a
Luxembourg, sans paler des zobreux autres
d~placements au co:rs desquels il a brilla:ment servi et le
prestige de note pays et l'wit~ africine ct lc [xix universelle,
par we meilleure corp~hension humaie.
Le Cngl
cotinuera doc ~ reforcer ses alliances traditionelles e
Afrique et hors d'Afrigue, - particulireret en France et das
'Europe des Six -, tout en essayant d'intensifier ses relations
... / ...
avec ses autres partenaires et de se cr~er de nouvelles amiti~s.
Donc ce Gouvememet, sous l'impulsion du Chef de l'Etat,
accentuer ses efforts en faveur de l'unit~ africaine, au sein

de l'OU4A et del'OCA M, sans verbalise pseudo-r~vclutin-
naive, sans d~zagogie, mais avec une conviction profoe, 1ax
le dialogue et l formulation des propositions cocr~tes ; il
continuer ~
tend:e la mci ~
tous les peuples du mcde ~pris
de pix, de libert~ et respectueux de l'ind~pendance du S~n~gal;
il
continuera ~ lutte fcuchement pow la d~colonication,
cote la discrimination raciale et l'apartheid. Il ne cessera de
mene la croiscde pour lc concr~tisatio et l'erichissement de
l'id~e d'Eurafrique. Il joidr ses efforts ~ ceux de toutes les
nations de bone vclot~ pour le reforceent de l'audience de
l'Organisation des Nations Uies, dans le respect aussi
scrupuleux que possible du principe de l'Uiversalit, avec
comme souci constant la sauvegerde de lc pix et de la justice
et lc
r~ducticn des in~glit~s ~coomiques entre peuples. Notre
Gouveremet agira das ces diverses directions avec constance
et d~termination, mcis il metta un accent tarticulie?r sux quel-
ques pits : r~alisction concr~te de la Comma:t~ ~cnoique
de l'Afrique de l'Oest, poursuite des efforts en vue de lc
construction du groube de l'Atlantique cu Groupe xgiccl de
l'Afrique de l'Cuest, enforcement ou a~licration de cs
rapports avec nus voisias, dans le respect de ote sowverainet
et la scuvegarde de otre digit. C'est 'our moi l'ccccsion de
redire tout le prix que nous attachons ~ la consclidction de
Z'OERSet al realisation de la S~~gambie. J'affime que le
... I ...
- 4I -
S~n~gal ne m~nage, en ce qui le cocere, aucu effot pour
atteindre ces cbjectifs.
»
Votre
Gouvememet, tout en continuant ~
d~fendre
'int~grit~ de notxe
Tevitoie et ~
cppuyer concr~temet nos fr~res de Gui~e
Bisso en lutte pour leur id~pendance, este tout dispos~
~
l
apporter sa contribution ~ la
recherche cctive des vies et
moyens d'u ~gleent tacifique de la
gueve qui s~vit
~ ctre
fvanti~re sud, swr la
base

u droit
~ l'auto-d~termination des
peuples.
g~n~rale, note diplomatie continuer ~ tre cctive, pour le
rayomement de note pays, pour l'unit~ cfricine, pour la pix,
D'ene fa~on
bcur le d~veloppemet. Ce pays qui veut assuer la croissance
de sc ~ccnomie les voies les plus abides coat particuli?-
remet les bienfaits de la coop~ration intenationale. Aussi,
tient il ~
remercier toutes les nations, tutes les organisations
qui l'ant aid~ ~ faire fcce ~ ces objectifs de croissance
~canoique ; on me perettra de cite? pxrticuli~resent, l
France, l Coucut Economique Europ~ee, e tat que
telle, la Baque adiale et ses filiales, le Cana da, Alle:age
f~d~rle, 'Italie, la Belgique, les Fays-cs, les Etats-Uis
d'Am~riaue, l'ion scvi~tique, le Danemark, le PN U D
.../ ...
- 42-
et tous les autres organismes du syst~me des Nations Unies.
$
Monsieur le
Pr~silent, dame, lessicurs les D~put~s, voil~ ce que je
oulais vous dire, cujcurd'hui, vus excuserez les omissions
in~vitables, d'auiant que le Chef de l'Etat et les divers emores
du
Gouvevemet cnt Z'habitude d'informer largement sur notre
action. Nous avos conscience qu'en une an~e nous n'cvcns pas
tasfor~ le S~n~gl de fond en comble, ce '~tit pas l~ otre
abiticn ; motre ambition ~tait de d~tecte? les vis prbl~cs
pour leur cosacrex tcute otre volont~, toutes nos forces.
Nous avons abcuti
~ des ~sultats et mous e esp~ros d'autwes.
t
En
e nous a jacis
fit d~faut.
tout cas dans ce dur combat, votre soutien
Les recs
que de temps
~ cutre ccatt le pays ne dcivet pas zcus ~banlcr
fit que nus somes u petit
Etat mcis un peuple ayant atteint s majcrit~, comps~c de
couches socio-professimelles tr~s verses. ais que l'on
se rassure : ce peuple est come l'ho:e
de BERGSON c'est-
a-dire
~ la fis 'it
outre-mesure ; is provienet

du
multiple et zltiplicit~ e ". Dns cette
xofcnde unit~, il
~alisea
de grands desseis. Je vcdris que,
sous l'ombre du Prsiden t SENGLOR, qwe nos prions Dieu de nous
gcrder
encore longtemps, tous les s~galais se tiennet debout
et marchent droit pour que vive et prosp~re le Sn~gal./.